

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 06/06/2023 de l'établissement BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE implanté Usine de Boussens - Estarac 31360 Boussens, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport n'amènent pas l'inspection des installations classées à proposer à Monsieur le Préfet de suites administratives.

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 COLOMIERS

COLOMIERS, le 16/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2023

Contexte et constats

Publié sur 

BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE

Usine d'Estarac

31360 BOUSSENS

Références : 2023/482

Code AIOT : 0006802544

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2023 dans l'établissement BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE implanté Usine de Boussens - Estarac 31360 Boussens. L'inspection a été annoncée le 09/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale 2023 concernant le retour d'expérience accidentologique au sein des établissements Seveso Seuil Haut.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BASF HEALTH AND CARE PRODUCTS FRANCE
- Usine de Boussens - Estarac 31360 Boussens
- Code AIOT : 0006802544
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'entreprise BASF produit sur ce site, à partir d'huiles végétales (colza, tournesol, soja, palme et palmiste), et notamment grâce à une unité d'hydrogénation, des alcools gras sous forme liquide ou solide, des esters méthyliques, de la glycérine, des esters de spécialité et des stérols végétaux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 relative au retour d'expérience sur l'accidentologie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Gestion des presque accidents ou des incidents REX	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet
5	Gestion des presque accidents ou des incidents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les outils et les procédures nécessaires pour connaître les situations à risques au sein de son établissement et y apporter une réponse. Une observation a été émise concernant la remontée d'information des incidents de process codifiés sPSI (small Process Safety Incident selon des critères fixés par l'exploitant) à l'inspection des installations classées. En effet, il serait intéressant que l'exploitant envisage également la remontée d'information à l'administration au regard des critères de classement des événements en incidents et accidents prévus par l'échelle européenne utilisée par le BARPI (Bureau d'analyse des risques et pollutions industrielles).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'établissement dispose d'un système de gestion de la sécurité (PR -340 Manuel SGS - version 5 - approuvé le 13/01/2022). Ce document aborde successivement l'organisation sécurité en place, la formation, la gestion du personnel extérieur, l'identification et l'évaluation des risques d'accidents majeurs, la maîtrise des procédés et d'exploitation, la gestion des modifications, la gestion des situations d'urgence, la gestion du retour d'expérience et le système d'audit. Pour chaque item, les documents de référence (procédures, documents techniques, textes réglementaires...) sont précisés. L'exploitant ayant abordé le projet de modification de l'atelier Stérol en atelier polyvalent, un point particulier a été fait concernant la gestion des modifications. La procédure (PR-0272 - version 11 - approuvée le 4.04.2023) est systématiquement mise en œuvre. Seuls les changements à l'identique ne sont pas concernés. Les modifications traitées sont très larges, elles vont du remplacement d'une pompe par une pompe de puissance inférieure à la modification complète d'un atelier de production. Pour toute demande de modification, la demande doit être justifiée et le formulaire ad-hoc renseigné. Une première analyse est effectuée par un comité de pilotage qui étudie notamment l'impact du projet en termes d'environnement, de sécurité, d'énergie, de qualité... sur la base d'une check-list à renseigner. Le projet est ensuite examiné en vue de sa validation par le responsable Services Techniques, le responsable Qualité, le responsable EHS et le responsable Sécurité Alimentaire. Le projet est approuvé par le directeur du site en fonction des avis émis précédemment. Une fois terminé, les travaux sont réceptionnés. 36 demandes de modifications (appelées MOC) ont été initiées depuis début 2023. Globalement, le site fait l'objet d'environ 50 MOC par an.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Mode de recensement des événements et mode de filtre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.
Constats : La gestion des incidents est développée au niveau de la procédure PR-214 - version 12.2 - approuvée le 17/05/2023. Le personnel du site peut déclarer un incident dans l'outil de reporting Impact. En moyenne, 10 à 15 remontées d'incidents sont enregistrées par mois. La fiche demande de renseigner les premières actions mises en œuvre et de faire des propositions d'amélioration pour éviter que l'incident se reproduise. L'incident remonté est ensuite codifié par le service EHS en incident sPSI (small Process Safety Incident) ou PSI (Process Safety Incident) sur la base de critères précis indiqués au niveau du paragraphe 6 de la procédure pré-citée. Le site n'a pas connu d'incident qualifié de PSI depuis 2016. Celui-ci avait concerné le gonflement du bac de stockage d'ester méthylique suite à l'implosion d'un dépôt en fond de bac. 6 sPSI ont été recensés depuis début 2020 (1 en 2020, 2 en 2021, 3 en 2022 et aucun depuis début 2023). Pour chacun d'eux, les causes ont été identifiées et des mesures des actions correctives ont été réalisées. Tous les jeudis, les incidents de la semaine précédente sont passés en revue lors de la réunion hebdomadaire. En cas d'incident grave, l'exploitant procèderait à une analyse des causes profondes, définirait des actions correctives reprises dans le plan d'action (avec responsable et délais), en mesurerait l'efficacité et clôturerait l'action.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances de MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Mesures de maîtrise des risques [...] Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.</p>
Constats : Le déclenchement d'une mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi) entraîne l'arrêt des installations, l'information de l'équipe encadrante et des opérateurs de la salle de contrôle. Du matériel de remplacement est disponible au magasin afin de permettre un arrêt aussi court que possible des installations. <p>Les MMRi sont doublées d'équipements dédiés au suivi de la production. Ces équipements sont paramétrés afin de déclencher à des seuils inférieurs à ceux fixés pour les MMRi. Ce point de contrôle n'a pas fait l'objet d'une investigation plus poussée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des presque accidents ou des incidents REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Déclaration et analyse des causes des événements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : Seuls les incidents qualifiés de PSI sont portés à la connaissance de l'inspection des installations classées. Le dernier incident qualifié de PSI remonte à 2016 (Cf. fiche constat n°2). L'inspection a présenté la grille européenne utilisée par le BARPI (Bureau d'analyse des risques et des pollutions industrielles) pour classer les événements en accidents et incidents. Ce document est disponible sur le site du BARPI à cette adresse : https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/echelle-europeenne-des-accidents-industriels/
Observations : Il est demandé à l'exploitant de mener une réflexion pour prendre en compte les critères du Barpi en ce qui concerne la remontée d'information à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Gestion des presque accidents ou des incidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : Un audit été réalisé du 19 au 21 juillet 2021 concernant la gestion des situations d'urgence. Le prochain audit est prévu pour 2024, il concernera la partie évaluation des risques. Suite à l'audit de 2021, un certain nombre d'observations ont été émises mais aucune non-conformité n'a été mise en évidence.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet